

Olivier Chastel

«Les libéraux sont les moteurs de ce gouvernement»

Irrité par l'attitude de la N-VA, le président du MR explique comment, durant quatre ans, les libéraux ont obtenu des concessions des nationalistes flamands. Et met en avant le bilan «exceptionnel» du gouvernement.

INTERVIEW MARTIN BUXANT

Sur un champ de bataille, tout haut gradé qui se respecte dispose de son aide-de-camp. Un valeureux soldat qui monte aux barricades pour faire rempart contre les salves adverses. Ce vendredi, à Charleroi, alors qu'il pleut de fines gouttes et que la Sambre semble chercher son chemin en bordure des quais rénovés, Olivier Chastel, le président du MR, joue les aides-de-camp de luxe pour «son» Premier ministre Charles Michel. La bataille est engagée et l'ennemi, finalement, n'est plus tellement cette opposition qui les a pilonnés durant une législature; cette fois, l'ennemi est derrière les lignes. La N-VA est cet ennemi de l'intérieur - celui qui veut faire trébucher le Premier ministre. «C'est assez désolant par rapport à tout ce qui a été fait et accompli durant quatre ans mais nous ne varierons pas, le Premier ministre l'a dit et redit: nous avons la conviction intime, nous libéraux, que ce pacte de l'ONU sur la migration est une réelle avancée dans la bonne direction. Nous avons la conviction que c'est un socle qui permet de commencer à traiter le problème de la migration dans un cadre multilatéral et en coopérant et qu'il ne s'agit aucunement d'ouvrir grand les robinets de la migration. La Belgique a toujours été du côté de la coopération multilatérale, alors va-t-on changer de direction et d'intention parce que cela ne plaît pas à la N-VA ou parce qu'en Autriche et en Italie, on a décidé de se lancer dans une course populiste? Va-t-on coller au train de pays qui ont viré à la droite extrême? Non! Nous ne sommes pas d'accord et cela ne se produira pas!»

La tasse de café est avalée.

«On a trois partis de la coalition, le MR, le Vld et le CDE&V, qui sont alignés et on en a un, la N-VA, à qui cela pose un problème que la Belgique s'engage dans le processus de l'ONU à Marrakech et à New York. Qu'ils en tirent les conséquences. Il faut quand même rétablir certaines vérités: la N-VA a avalisé cet accord belge, tout le monde chez eux a soutenu ce processus, depuis le ministre-président flamand Geert Bour-

geois jusqu'aux ministres N-VA du gouvernement belge, donc, on peut essayer de raconter n'importe quoi pour plaire à son opinion publique mais ça ne tient pas la route, il y a bien un accord du gouvernement fédéral. La N-VA essaye que l'on remette en cause cet accord mais pour cela il faut que tous les partis de la coalition la suivent, ce qui ne peut pas être le cas. Et c'est pour cela aussi que le Premier ministre dit qu'il est attaché à la Constitution. On n'a pas de consensus gouvernemental mais il y a bien eu un accord.»

Jeu de nuit, le Parlement fédéral, à une large majorité, a soutenu la volonté du Premier ministre de se rendre à Marrakech. «C'est un signal fort», concède Chastel.

Le tour de chauffe est terminé.

Au pied du mur

Il dit: «La N-VA se trouve quand même devant une situation particulière. Elle avait dit que le Premier ministre n'irait pas à Marrakech, il s'y rendra. Elle avait dit ne pas vouloir de vote avec une majorité alternative, le Parlement a bien voté. Tout cela s'est déroulé et Charles Michel n'a pas changé d'avis. La N-VA est au pied du mur: ils doivent prendre leurs responsabilités, ce n'est plus possible de jouer sur deux tableaux. Soit ils poursuivent leur campagne électorale sur l'immigration, soit ils mettent en avant leur sens des responsabilités par rapport à tout ce que ce gouvernement projetait encore de faire d'ici la fin de la législature, notamment dans les thématiques socio-économiques. C'est un dilemme terrible pour la N-VA parce que je peux vous dire que le tissu économique flamand qui s'est rangé derrière la N-VA trouverait fou de mettre à terre un gouvernement qui a dopé les entreprises, le pouvoir d'achat et relancé la consommation. Si par la faute de la N-VA, nous avons un gouverne-

ment en affaires courantes ou minoritaire, nos capacités de réformer ne seront plus les mêmes.»

C'est un tournant. La première fois qu'aussi sèchement, les libéraux recalent les nationalistes. «Non», assure Chastel.

Et il déballe.

«Il faut être clair une fois pour toutes là-dessus et le faire savoir: la N-VA ne dirige pas et n'a jamais dirigé ce gouvernement. Ils ne voulaient pas d'un pacte énergétique car ils ne voulaient

pas sortir du nucléaire. On sortira bien du nucléaire en 2025.»

«J'ai beaucoup d'exemples.»

«Je ne remie rien de ce gouvernement et je suis fier du résultat. Mais il est clair que l'axe du gouvernement, c'est l'axe MR/Vld. C'est lui qui a dirigé ce gouvernement.»

«Si la N-VA est à bord de ce gouvernement, c'est parce qu'elle a fait la plus grande des concessions par rapport à ce qu'elle est: institutionnel et communautaire 'buiten'. Ça, c'est la plus grande des concessions. Mais il y en a eu tant d'autres. Octroyer des numéros Inami à tous les étudiants en médecine qui sont dans leur cursus alors que la Fédération Wallonie-Bruxelles avait 3.500 numéros Inami à rendre. Onkelinx et Marcourt n'avaient jamais pu régler cela, nous l'avons fait. Le dossier de la Catalogne? Alors que la N-VA voulait qu'on soutienne les indépendantistes catalans, nous n'avons jamais flanché et on a toujours maintenu que notre seul interlocuteur valable, c'était Madrid, n'en déplaise à la N-VA.»

Pied de nez à la N-VA

«L'isoc? Mais Van Overtveldt ne voulait pas d'une réforme de l'impôt des sociétés! Il ne voulait qu'une seule chose: dépenser des milliards à des allègements des charges pour que les entreprises engagent, mais il se foutait de l'IPP et du pouvoir d'achat! L'isoc non plus! Ce sont les libéraux qui ont imposé la réforme de l'IPP et de l'isoc et c'est une concession supplémentaire de la N-VA.»

Il poursuit: «La limitation dans le temps des allocations de chômage. Mais la N-VA revient avec ça à chaque réunion budgétaire! Et à chaque fois, l'axe libéral a dit: niet. Autre chose, l'équilibre budgétaire. Mais c'est aussi un pied de nez à la N-VA! La N-VA nous a raconté pendant des années qu'il fallait de l'ultra-orthodoxie budgétaire. Van Overtveldt allait montrer qu'avec lui aux Finances, on aurait un budget en équilibre au terme de la législature. Ça n'est pas le cas, car le MR a imposé des réformes socio-économiques! Et le dernier point en date, c'est la manière avec laquelle le Premier ministre garde la ligne sur le dossier de la migration...»

Et il tape avec la paume de sa main sur son bureau.

Mais il reste des choses à faire, dit-il. Du pain sur la planche.

«On a tellement pu faire progresser les thé-

mes libéraux sous cette législature que j'aspire à reconduire ce genre d'expérience. De mémoire de militant libéral, je n'ai jamais vu cela.»

Une chute du gouvernement, cela impacterait-il la suite des réformes? «Oui», répond le président. «Les mesures décidées cet été dans le jobsdeal doivent encore suivre leur parcours législatif, concernant les métiers en pénurie, via la défiscalisation ou la formation. Mais ce n'est pas tout: Daniel Bacquelaîne, le ministre des Pensions, essaye de résoudre le problème des métiers pénibles. On imagine bien que sans gouvernement de plein exercice, on ne va pas solutionner ce problème. Et ce serait terriblement dommage. Dans toutes les directions, on a besoin d'un gouvernement fédéral, on a besoin d'un gouvernement qui gouverne. C'est indispensable en matière climatique, par exemple, d'autant qu'on sait que la Flandre est récalcitrante en la matière. Pareil avec l'accord inter-professionnel, qui doit être bouclé début 2019.»

Le tax shift tiendra

On lui demande si la dernière tranche du tax shift est menacée par une chute du gouvernement fédéral. «Non! Le tax shift, c'est acté, la dernière phase doit entrer en application et ne

sera pas remise en cause même si la N-VA met le gouvernement par terre. On a augmenté les salaires nets d'une manière qui n'avait jamais été vue auparavant: plus de 2.400 euros net/an pour les plus bas salaires, ceux qui gagnaient 1.400 euros net/mois. C'est une augmentation de 15% de leur salaire net sur la législature. Alors, on n'a trompé personne: on sait aussi que

le pouvoir d'achat, la perception du pouvoir d'achat, a été entamée par l'augmentation des accises sur le diesel et le cliquet sur le diesel. On le vit de manière assumée et on a vu le basculement qui a eu lieu du diesel vers l'essence, vers l'hybride et l'électrique et c'est une très bonne chose. D'ailleurs, à ce propos, le gouvernement vient de décider ce vendredi un gel des augmentations des accises sur les carburants.»

Olivier Chastel rencontrait d'ailleurs, à ce sujet, ce vendredi soir, une délégation de gilets jaunes.

Et il embraye: «Toutes les analyses convergent, de la KUL au Bureau du plan jusqu'à l'économiste Philippe Defeyt, il y a bien eu une augmentation du pouvoir d'achat d'environ 5% sur la législature. L'augmentation du coût de la vie a donc été largement compensée et même davantage par l'augmentation des salaires. Maintenant, je comprends ceux qui vivent des fins de mois difficiles. On s'en préoccupe, non seulement sur les bas salaires mais aussi via l'augmentation des basses pensions et des revenus d'intégration. Je défie tout gouvernement précédent de venir me dire qu'il en a fait plus que nous! Ce n'est pas vrai. Mais nous voulons en faire encore davantage. Je pense qu'on doit protéger un certain nombre de personnes qui ont encore des difficultés. Il faut une suite à la réforme fiscale sur le travail. On l'a déjà fait à hauteur de 9 milliards d'euros sous cette législature mais on devra aller plus loin. Qu'on le veuille ou non, ces réformes ont conduit à la création de 219.000 emplois supplémentaires dans ce pays et on sera au delà des 250.000 pour la législature. Soyons sérieux:

y a-t-il un seul autre Premier ministre qui peut se targuer d'un tel résultat dans ce pays? Guy Verhofstadt avait un jour promis de créer 200.000 emplois, je ne sais pas s'il les a obtenus mais, nous, on n'a rien promis et on arrive avec 250.000 nouveaux jobs. Ça, c'est du concret et on a l'ambition de poursuivre.»

Et puis, un mot, quand même, de la part du Carolo Chastel, sur la décision du bourgmestre de Charleroi Paul Magnette d'être tête de liste PS à l'Europe sans pour autant avoir l'intention d'y siéger. «Je trouve que le PS établit là une solide jurisprudence: on se positionne en tête de liste et on annonce qu'on ne siégera pas dans l'assemblée où à coup sûr on sera élu. Je pèse mes mots: pour la démocratie, le signal qui est donné est catastrophique. Catastrophique. C'est quand même ceux qui parlent le plus de bonne gouvernance qui en font le moins en la matière. Soit il a menti aux Carolos, s'il part siéger à l'Europe, soit il se moque des francophones. Le collège électoral, c'est tous les francophones. Sa logique n'est qu'une logique qui vise à privilégier son ambition personnelle qui est de devenir président du Parti socialiste. Si je compare la manière dont ont réfléchi les bourgmestres des deux grandes villes wallonnes Liège et Charleroi, après les élections, j'en vois un, à Liège, qui a vraiment pris les intérêts des Liégeois en compte et un autre, à Charleroi, qui a joué des jeux politiques en privilégiant une majorité de gauche en vue de bien se faire voir au moment de l'élection à la tête du PS.»

Et il conclut: «Tiens, je suis en forme.»

La Sambre est bouillante, ce vendredi.